

SITUATION POLITIQUE FRANÇAISE

Ce texte, rédigé par le camarade Pierre FRANK, laisse délibérément de côté l'analyse précise des luttes sociales en cours, qui est traitée dans plusieurs autres textes préparatoires à la Conférence, notamment ceux de Joël et de Rado. Il s'agit essentiellement d'un canevas resituant les aspects généraux de la période depuis 1958.

Sous la 4^{ème} République, le capitalisme français dont l'économie avait énormément stagné entre les deux guerres, procéda à une rénovation notamment de son industrie lourde et de quelques autres industries. Mais pour tenir sa place dans la compétition renforcée qui se poursuit sur les marchés mondiaux, il lui fallait aussi continuer cette rénovation, —la concentration économique en particulier— et étendre celle-ci aux branches qui sont encore loin d'avoir été touchées par elle (industries de transformation, distribution, agriculture). Le régime gaulliste, l'Etat fort instauré à la faveur de la crise algérienne, a contribué dans une grande mesure à mener cette politique économique au profit des monopoles. Il en est résulté de grands bouleversements au vieil équilibre social suranné qui marquait la société française (atteinte aux petits commerçants, recul de la paysannerie, etc.), sans qu'un nouvel équilibre social soit établi. Le régime gaulliste, en procédant à des changements économiques et sociaux, a provoqué une désintégration presque totale des anciennes structures politiques, rendant insignifiante la place du Parlement et des autres institutions élues (Conseils Généraux, Municipalités), bouleversant aussi nombre de structures administratives ; mais il ne remplaça pas ce qu'il avait disloqué par des structures stables. La concentration la plus poussée fut celle du pouvoir politique.

De telle sorte que, lorsque dans l'Europe capitaliste, commencèrent à apparaître les premières manifestations de la fin de la période prolongée de boom et le début d'un renouveau de la lutte de classe sur le plan politique, le régime gaulliste qui avait fait l'admiration de tous les gouvernements —ceux des Etats Ouvriers comme ceux des Etats capitalistes— en raison de la force, de la « grandeur » dont il donnait l'impression, fut le plus vulnérable et ce, à un degré élevé. La crise de Mai 1968 a ouvert une crise de régime en France, en même temps qu'elle a donné une impulsion considérable à la lutte de classe dans le reste de l'Europe.

Les signes de la fin du boom n'ont fait que stimuler la concurrence entre les différents pays ; l'existence du Marché Commun européen, si elle a fourni des possibilités d'expansion économique à ses membres, n'a aucunement supprimé la compétition entre eux. Bien au contraire, plus d'un Etat de la C.E.E. craint de voir le développement économique de celle-ci se faire chez ses partenaires et à ses dépens. Par conséquent, le capitalisme français n'a pas d'autre politique possible que la poursuite de la politique de concentration, d'industrialisation à outrance, d'accroissement de la productivité, de limitation autant que faire se peut des salaires. La différence importante des hommes de l'après-gaullisme avec la politique suivie par de Gaulle est un ajustement pour assurer de meilleurs rapports diplomatiques avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les partenaires de la C.E.E. et aussi et surtout, une politique beaucoup plus souple en matière d'investissements étrangers en France.

La poursuite de cette politique économique dans des conditions mondiales qui tendent à se détériorer ne pourra que compliquer la situation politique française. Il est impossible pour les successeurs de de Gaulle de recourir, comme de Gaulle le fit souvent, à des subterfuges verbaux.

La liquidation de la guerre d'Algérie avait entraîné quelques actions dangereuses pour de Gaulle par des groupes minuscules (OAS), et lui avait valu pendant quelque temps un profit politique auprès de grandes masses, y compris parmi celles qui votent communiste. Mais cet atout s'épuisa en quelques années. Survint Mai 68 et depuis l'apathie politique a disparu. A la différence du fascisme qui donna lieu lors de sa chute à un renouveau temporaire d'illusions parlementaires, le pouvoir personnel de de Gaulle a suscité de nombreuses aspirations démocratiques, de nombreuses revendications de toutes les couches de la société, mais elles ne tendent pas à passer par les canaux parlementaires. Le discrédit du Parlement qui favorisa l'arrivée au pouvoir de de Gaulle, s'est étendu, au cours de son régime, en particulier aux partis liés à la vie parlementaire. Toutes les couches sociales qui ont des revendications à formuler ne se tournent pas vers le Parlement ou les partis, elles descendent dans la rue pour les faire valoir. On voit la « contestation » apparaître au sein même des institutions les plus traditionnellement conformistes (police, armée, magistrature). Une radicalisation des masses et un des traits essentiels de la situation actuelle, radicalisation qui s'exprime dans les multiples domaines de la vie sociale.

Pendant dix ans, la grande bourgeoisie française avait subi quelques caprices désagréables de de Gaulle comme les faux frais d'une gestion de l'Etat qui, par ailleurs, lui remplissait les poches. Ayant entrevu les dangers politiques de cette gestion en Mai 68, elle se débarrassa de son « général » à la première occasion et le remplaça par quelqu'un dont elle espérait qu'il maintiendrait les avantages du pouvoir fort établi en 1958, tout en éliminant les aspects du régime qui paraissaient spécifiques à la personne de de Gaulle : arbitraire complet, incartades dans les rapports avec les Etats-Unis et d'autres puissances capitalistes, mépris des hommes politiques, etc.

L'élection de Pompidou, dans une application littérale et sans accroc de la constitution, apparut comme une grande réussite : en dépit de Mai 68, la succession du « général » s'était faite sans crise. Mais il fallut très rapidement déchanter. Les hommes au pouvoir ne faisaient le poids. On n'était plus dans les Républiques qui précéderent la Vème ; le Président de la République n'était pas un simple fonctionnaire préposé aux cérémonies. L'Exécutif devait être véritablement fort. Mais ne s'improvise pas Bonaparte qui veut. Et, depuis le départ de de Gaulle, la France connaît un régime bonapartiste sans Bonaparte.

Ainsi, avec Mai 68, la France est entrée dans une crise de régime. Sous l'apparence d'un fonctionnement constitutionnel, se poursuit une instabilité sociale qui provoque des tensions, des conflits, des luttes ouvertes ou sourdes dans les milieux politiques de la bourgeoisie. Celle-ci a la hantise d'une nouvelle explosion sociale, tout en sachant que les directions ouvrières la redoutent également.

Cette crise de régime n'est pas prête à trouver une solution dans un avenir défini, du fait que les deux classes principales, la bourgeoisie et la classe ouvrière, sont affectées d'une crise de direction et, comme l'analyse le montre, nulle d'elles n'a aujourd'hui des éléments suffisants pour résoudre rapidement cette crise de direction. Nous donnerons dans ce texte une place particulière à la crise du mouvement socialiste qui se trouve située à la fois dans la crise de direction de la bourgeoisie et dans la crise de direction de la classe ouvrière.